

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

KOWEÏT

Déclaration de M. Hamad A. Al-Ghanim Sous-Secrétaire adjoint aux affaires étrangères

Je voudrais tout d'abord vous féliciter, au nom de l'État du Koweït, en mon nom et au nom des membres de ma délégation, de votre élection à la présidence de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Je félicite également les membres du bureau en leur souhaitant tout le succès possible dans leurs travaux.

Qu'il me soit permis à cette occasion de remercier le gouvernement et le peuple chaleureux des États-Unis d'accueillir cette importante Conférence, remarquablement organisée. Je voudrais également féliciter M. Mike Moore et son collègue M. Supachai d'avoir été choisis pour diriger l'OMC pendant les six années à venir. Je suis certain que tous deux pourront réaliser les aspirations de cette Organisation.

Tandis que se tient la présente réunion, nous sommes sur le point d'entamer des célébrations religieuses qui symbolisent les idéaux de la coopération et de l'unité entre tous les peuples pour le bien suprême de l'être humain, à qui le Créateur confère sa dignité.

Dans quelques jours va commencer le mois du Ramadan qui, pour l'essentiel, évoque l'aide que les riches accordent aux pauvres et aux défavorisés; il sera suivi, dans le monde entier, des fêtes de Noël - anniversaire de la naissance du Christ - qui incarnent l'esprit de tolérance et de solidarité, et qui vont nous mener aux portes de la nouvelle année et du nouveau millénaire qui, je le souhaite, apporteront prospérité et stabilité à tous les peuples.

Dans ma brève allocution, je ne peux que souligner les mutations économiques spectaculaires qui se sont produites au cours des années 90, et l'attitude des pays devant le choix qu'ils ont à faire entre les principes d'une économie libérale et d'autres théories économiques existantes. L'État du Koweït a adopté les premiers dès son indépendance, et même avant, car il croit fermement à l'importance d'une économie ouverte pour promouvoir la prospérité et satisfaire les besoins de l'homme. À cet égard, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'un forum international sur l'investissement se tiendra au Koweït les 4 et 5 mars 2000, pour renforcer cette tendance mondiale.

Notre réunion fait suite à une série de réunions intensives sur les plans international, régional, voire local. Personnellement, je pense que de ces rencontres, et de nos prochaines réunions, émergera d'elle-même une image de l'avenir dans laquelle la mondialisation s'imposera comme une fatalité historique.

Par ailleurs, il est incontestable que la mondialisation est mue par des forces humaines qu'elle tire du travail humain, qui n'est pas une marchandise ordinaire. Ainsi, le scénario de la mondialisation doit être parachevé à l'issue de négociations et de conférences, pour que nous puissions en être des acteurs, et non des spectateurs.

J'ai lu et analysé, au sein de mon équipe de travail, le projet de texte établi pour la déclaration qui doit être adoptée à l'issue de notre réunion et qui comporte des paragraphes rendant compte des débats et des négociations menés par les délégations permanentes auprès de l'OMC à Genève. Permettez-moi de vous faire part des quelques suggestions suivantes, dans l'espoir qu'elles seront prises en considération lors du prochain cycle de négociations, afin que celui-ci constitue un élément de stabilité et une raison d'optimisme pour les pays en développement et les pays les moins avancés:

1. Il faudrait tenir compte du point de vue des pays en développement et des pays les moins avancés, qui sont majoritaires, sinon à l'OMC, du moins dans le monde et qui s'efforcent d'entrer dans votre Organisation, espérant que cela les aidera à trouver la prospérité.
2. Il conviendrait de prendre en considération le "principe de la mise en œuvre" - il s'agit là d'une demande collective adressée à tous les Membres de l'OMC. Malheureusement, puisque les pays en développement et les pays les moins avancés rencontrent, aujourd'hui encore, les difficultés de toujours en ce qui concerne la mise en œuvre, je propose de leur laisser le temps de s'organiser sur le plan intérieur.
3. Il faudrait un échange de privilèges entre les pays du Nord et les pays du Sud, pour le bien de tous, ce qui permettrait de traduire dans la pratique les principes d'équilibre et de justice.
4. Dans le cadre de la proposition précédente, nous constatons que, pour les pays en développement et les pays les moins avancés, le transfert de technologie entre les pays Membres de l'OMC est une question essentielle. Ce transfert devrait se faire sans que la charge financière en soit trop lourde.
5. Permettre aux industries naissantes des pays en développement et des pays les moins avancés d'accéder aux marchés et les aider à trouver de nouveaux débouchés grâce à une base de données qui serait établie par l'OMC, contribuerait nécessairement à développer l'économie de ces pays.
6. La question qui préoccupe le plus les pays en développement et les pays les moins avancés désireux d'accéder à l'OMC a trait au nombre d'exigences auxquelles ils doivent satisfaire, ce qui leur est parfois impossible vu leurs capacités nationales. Nous estimons que l'OMC devrait se doter d'une stratégie claire et rationnelle permettant aux pays d'accéder à l'OMC sans avoir trop longtemps à attendre et sans que cela constitue une charge pour eux.
7. Dès 1994 - date de la signature de l'Acte final du Cycle d'Uruguay - l'État du Koweït s'est appliqué à mettre à jour sa législation nationale pour la rendre conforme aux Accords de l'OMC. Forts de ce qui précède, et en qualité de membre du Conseil de coopération du Golfe, nous invitons les Membres à admettre dans leurs rangs nos pays frères que sont le Royaume d'Arabie saoudite et le Sultanat d'Oman. Ainsi, tous les pays de notre région seraient Membres, ce qui donnerait incontestablement un élan à l'OMC.

À l'heure où nous parlons de consensus international et du caractère inéluctable de la mondialisation, je voudrais vous dire, dans cette ville d'une nation dont les dirigeants ont conduit en 1990 une alliance contre l'agression et pour le respect de la légitimité internationale, que mon pays fait appel à vous depuis la première Conférence ministérielle de 1996, car rien n'a changé pour ce qui est des prisonniers de guerre koweïtiens, dont les familles et les proches sont encore dans la peine.
